

Téléchargement 03 12 2018

Climat: face à l'urgence, les pays les plus menacés testent la détermination mondiale

- AFP
- parue le 03 déc. 2018 à 04h02

Les pays les plus menacés par les catastrophes climatiques vont profiter lundi du sommet sur le climat pour réclamer plus d'engagements de leurs partenaires du Nord, mais des vents peu porteurs risquent de décevoir leurs espoirs.

Les présidents d'États particulièrement vulnérables, comme le Honduras et le Bangladesh, sont attendus à ce sommet organisé au deuxième jour de la 24e Conférence de l'ONU sur le climat. Cette COP24 doit finaliser dans les deux semaines à Katowice les règles d'application qui permettront de libérer le potentiel de l'accord de Paris.

Comme le reste des pays du Sud, ils espèrent que la communauté internationale rehausse rapidement ses ambitions de réduction de gaz à effet de serre. Mais ils devraient également rappeler le Nord à sa promesse de porter d'ici 2020 les financements aux politiques climatiques des pays en développement à 100 milliards de dollars par an.

"Le groupe des PMA (Pays les moins avancés) représente près d'un milliard de personnes. Elles sont les moins responsables du changement climatique mais parmi les plus vulnérables à ses effets", a commenté avant la conférence le président de la délégation de ce groupe, l'Éthiopien Gebru Jember Endalew, notant qu'il faudrait des "milliards de milliards de dollars" de finance climat.

Alors que cette question des financements Nord-Sud vient régulièrement perturber les négociations, la Banque mondiale a annoncé lundi une mobilisation d'environ 200 milliards de dollars de 2021 à 2025 pour l'aide à la réduction des émissions et à l'adaptation au changement climatique, soit un "doublement" par rapport à la période précédente.

Cela "envoie un signal important à la communauté internationale, pour qu'elle fasse de même", a commenté l'institution.

Mais les observateurs craignent que le contexte international, avec notamment le rejet répété par Donald Trump de l'accord de Paris, ne soit pas propice à beaucoup de nouveaux engagements.

Et la Pologne, présidente de la réunion et défenseur acharné de son industrie du charbon, a d'autres priorités affichées. Outre l'adoption cruciale du mode d'emploi de l'accord de Paris, elle veut pousser pour une "transition juste" vers une économie bas-carbone et faire adopter au sommet un texte en ce sens.

Selon la version préparatoire vue par l'AFP, cette "déclaration de Silésie", coeur de la production houillère polonaise, "reconnait les défis auxquels font face les secteurs, les villes et les régions en période de conversion des énergies fossiles (...) et l'importance d'assurer un avenir décent aux travailleurs touchés par cette transition".

- Climat et emplois -

Ils ne sont certes pas les seuls à évoquer la question de la "transition juste", mais certains craignent que ce soit une excuse pour ralentir le passage à une économie bas-carbone. "Nous n'avons pas des décennies ou des siècles pour sortir des énergies fossiles", met en garde Alden Meyer, de l'organisation Union of Concerned Scientists.

L'accord de Paris vise à limiter le réchauffement de la planète à +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle et idéalement à +1,5°C.

Mais alors que le récent rapport des scientifiques du Giec a montré les nettes différences de l'incidence respective de ces deux réchauffements, il a aussi souligné qu'il faudrait pour rester sous +1,5°C réduire les émissions de CO₂ de près de 50% d'ici à 2030 par rapport à 2010. Ce qui implique une transformation majeure de l'économie.

"Certaines sociétés disent: c'est soit le climat soit les emplois. Ça ne marche pas comme ça", estime Maria Fernanda Espinosa, présidente de l'Assemblée générale de l'ONU, mettant en avant le potentiel de création d'emplois des énergies renouvelables.

"Les sociétés doivent s'adapter, elles doivent comprendre (...) Ce qui est en jeu maintenant est tout simplement la survie du genre humain et de la planète", poursuit-elle.

Quant au président de la COP23, le Premier ministre fidjien Frank Bainimarama, il insiste pour que cette transition soit "juste pour tout le monde, en particulier pour les plus vulnérables au climat" et pas seulement "pour les travailleurs, les régions et les économies touchés".

Dans une récente déclaration commune, la Chine et la France appelaient elles aussi à cette transition juste, mais également "pour accroître le soutien du grand public à la réalisation" des objectifs de l'accord de Paris.

Depuis, le Premier ministre français Édouard Philippe a annulé sa venue au sommet de lundi, tandis que son pays s'enfonce dans la crise des "gilets jaunes", qui avait commencé comme un mouvement de protestation contre la hausse de la fiscalité écologique sur les carburants.